

▼ PERSPECTIVE

Pour un G20 de l'économie réelle



DR

PAR PHILIPPE VASSEUR**ANCIEN MINISTRE, PRÉSIDENT DU WORLD FORUM LILLE**

Le quatrième World Forum Lille se déroule les 24, 25 et 26 novembre 2010 sur le thème de « l'Entreprise responsable ». Pour son fondateur, le G20 doit aussi porter l'espoir d'un projet de société globale.

C'était attendu et attendu : il ne pouvait pas sortir grand-chose — et sûrement pas des miracles — de la réunion de Séoul. Les espoirs du G20 sont désormais portés par la France qui en assure la présidence pour une année. Mais jusqu'à présent, ces sommets, dont les effets de communication semblent toujours supérieurs à l'efficacité, n'ont abouti qu'à des constats désabusés.

Il est vrai que les résultats obtenus sont rarement à la hauteur des enjeux. Ne mésestimons pas, pour autant, les efforts accomplis au cours des deux dernières années : les mesures adoptées ou annoncées ont permis d'endiguer le tsunami de la crise financière. Mais si l'incendie est apparemment maîtrisé, personne n'ose affirmer que le feu ne menace pas de repartir.

Outre les désordres monétaires, les déficits et les dettes souveraines constituent une bombe à retardement pour les États, alors que, paradoxalement, certains acteurs majeurs de l'industrie financière en tirent aujourd'hui profit après avoir retrouvé une prospérité insolente, voire arrogante. Nous ne sommes pas encore sortis de cette crise qu'une autre, sans doute plus grave encore, est déjà redoutée. Saurons-nous l'éviter ? La question de fond est de savoir si, à l'avenir, le G20 et ses membres auront la capacité d'imposer leur volonté aux marchés, aujourd'hui en position dominante. Les pouvoirs publics nationaux et les organisations multilatérales qui les rassemblent ont évidemment une responsabilité capitale à assumer pour sortir le monde de l'impasse dans laquelle il est engagé. Rien ne peut se faire sans eux, sans de vigoureuses actions politiques, autant que possible convergentes. De ce point de vue, le G20 est légitime et indispensable. Est-il pour autant suffisant ?

« La question est de savoir si, à l'avenir, le G20 aura la capacité d'imposer sa volonté aux marchés, aujourd'hui en position dominante. »

Dans sa « Brève Histoire de l'euphorie financière », John Kenneth Galbraith expliquait qu'aucune réglementation ne pouvait interdire la crédulité financière et les emballements qui en résultent. La preuve vient une nouvelle fois d'être apportée, traçant les limites des sommets, celui de Séoul comme de ceux qui suivront. La montée en puissance, ces dernières années, des ONG et associations diverses montre bien que les exigences des opinions publiques ne s'arrêtent pas aux politiques des dirigeants qui les représentent. C'est une nouvelle « conscience collective » qui se forme au niveau mondial, plus ou moins confusément et au prix de quelques contradictions. Cette conscience collective est assimilée à une aspiration de plus en plus forte au « développement durable », terme galvaudé au risque de provoquer une lente lassitude, terme mal compris aussi — trop fréquemment ramené à sa seule dimension environnementale —, au risque de multiplier les contre-



sens. Et pourtant, pris dans la définition qui lui donne toute sa dimension, ce terme peut résumer tout le projet de société globale devant déboucher sur le « monde d'après » : il s'agit de concilier la réussite et la croissance économique avec les intérêts des personnes et de l'environnement. L'équation tient en trois « P » : profit-population-planète.

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler une telle évidence. Il en est une autre qui mérite d'être méditée dans ce contexte de crise : en théorie, au moins, l'économie est au service de la société et la finance est au service de l'économie. Revenons-en d'urgence à cette idée simple, alors qu'une certaine sphère financière ne semble tourner que pour elle-même, s'arrogant les bénéfices de produits et de méthodes de plus en plus complexes, sans grande considération pour l'économie réelle et les entreprises de toutes tailles qui la

constituent. Les entreprises sont en demande de cette économie de responsabilité à l'égard de toutes les parties prenantes : une étude menée par Accenture pour le Global Compact des Nations unies montre que, pour les trois quarts des dirigeants, la crise a accru l'importance du développement durable et que celui-ci est considéré comme un levier permettant de rétablir la confiance. Voilà qui change de la vision caricaturale que peuvent avoir des entrepreneurs une opinion mal informée et, dès lors, prompte aux amalgames. La ville de Séoul n'a pas inspiré les dirigeants qui s'y sont retrouvés plus que d'autres capitales — telle Copenhague — accueillant d'autres sommets. Sous la présidence française, le G20 fera-t-il mieux en 2011 ? Si c'est pour ne parler que de finance et de monnaie sans élargir les travaux à ce que la conscience collective espère pour l'économie réelle, ce sera une nouvelle occasion gâchée.